

on a des affirmations, la parole du Président du Nord, on n'a point de preuve. S'il est difficile de croire qu'un chef de Gouvernement sur lequel tout le monde civilisé a les yeux, ait pu porter une si énorme accusation sans preuves évidentes comme la lumière du soleil, il est également difficile de croire que M. Davis, si modéré, si calme, si noble dans la défense de la cause du Sud, abdiquant soudain criminellement tout respect à l'histoire, ait pu descendre aussi bas que de donner sa main, faite pour gouverner, à la main d'un lâche faite pour assassiner? Les journaux républicains des Etats-Unis, qui se sont montrés les plus ardents à rétablir l'Union, refusent de croire à une pareille abdication du sens commun et de l'honneur. C'est, disent-ils, un crime inutile à la cause du Nord, mais c'est bien la plus grande calamité qui puisse arriver à celle du Sud. Ils demandent que la grande enquête qui va s'ouvrir soit publique, afin que les gouvernements étrangers n'accusent pas le gouvernement de Washington d'avoir acheté des parjures pour se donner le plaisir de pendre M. Davis et de mêler les fils déjà si tendus des relations des Etats avec les autres nations.

Supposons l'innocence de M. Davis et des réfugiés sudistes en Canada, jusqu'à ce que leur culpabilité soit prouvée, qu'arrivera-t-il au cas où le gouvernement de Washington en demanderait l'extradition? Ils ne tombent pas sous le célèbre traité d'Ashburton, ils ne pourraient être livrés que d'après le comité des nations. M. Johnson consentira-t-il à tous ces délais? Mais laissons plutôt les événements se développer.

M. Johnson a lancé une seconde proclamation fermant l'entrée des ports des Etats-Unis aux vaisseaux de la Confédération du Sud. En même temps, M. Adams, ministre plénipotentiaire de Washington à Londres, a demandé à Lord Russell si l'Angleterre avait encore l'intention de reconnaître le droit de belligérants aux Etats du Sud. Sa Seigneurie a répondu qu'elle prendrait la chose en considération. La guerre de 1812 a eu des raisons à peu près semblables à celles que met en avant M. Johnson.

Les partisans dispersés de Juarez, ent'rautes le général Ortega, ont ouvert à New-York un bureau d'émigration au Mexique. On fait les plus magnifiques promesses aux soldats et aux officiers déchargés de l'armée américaine, et le télégraphe annonçait mercredi que plus de quatre cents s'étaient enrôlés dans cette seule journée. Le *Courrier des Etats-Unis* soutient à ce sujet une polémique très-ardente avec les principaux organes de la démocratie. La France, c'est la marraine des Etats-

Unis. Or, ceux-ci pourraient-ils, sans manquer de reconnaissance, aller attaquer au Mexique cette France généreuse qui a toujours observé la plus stricte neutralité à leur égard? Pour tout le monde, ces enrôlements, s'ils étaient faits avec la sanction du gouvernement, seraient un *casus belli* au premier degré. Mais nous voyons heureusement que le nouveau Président, malgré ses vues particulières sur la doctrine *Monroe*, suivra la politique nationale de neutralité observée par M. Lincoln. Les lois de neutralité mises en vigueur puniront sans miséricorde ceux qui essaieront de compromettre le gouvernement sur la question américaine.

Cette déclaration n'empêche pas cependant les amis de l'empire Mexicain de prendre de l'ombrage à propos d'un grand dîner que M. Romero, ministre de Juarez à Northinglin, vient de donner au général Grant. On sait qu'aux Etats-Unis, Juarez est toujours censé régner au Mexique!

L'assassinat de M. Lincoln a causé en Angleterre et sur tout le continent européen une indignation bien légitime, et fait éclater de chaleureuses sympathies pour le peuple américain. A Londres, il y a eu des assemblées publiques, le parlement s'est ajourné, et les chefs des deux partis politiques ont fait un éloge très-juste et très-mérité du défunt président: l'Empereur a fait écrire à Washington des lettres de condoléances; plusieurs gouvernements ont suivi son exemple. Nous ne dirons rien d'excessif, ajoute un correspondant, en déclarant qu'un seul individu au monde pourrait, s'il tombait sous le fer d'un assassin, produire une pareille émotion: c'est le chef du gouvernement français.

Cette émotion doit être bien profonde et bien générale pour lui chercher en aussi haut lieu un terme de comparaison. Car l'assassinat de l'empereur aujourd'hui, ce ne serait pas seulement la mort d'un grand capitaine et d'un grand politique, la chute d'un trône qui pourrait se relever demain, l'exil peut-être d'une dynastie fondée dans la gloire: ce serait la révolution rouge triomphante, ce serait l'anarchie où viendrait s'engloutir ce qui reste de droit public, si l'Eglise n'était pas là, toujours jeune et féconde dans son éternité, pour soutenir la civilisation qui marche suspendue au-dessus des abîmes. Napoléon le sait bien; voilà pourquoi il prend les mesures que lui inspire son génie, afin d'assurer la couronne de France à son fils et la paix à l'Europe. On prête à son voyage en Algérie une infinité de raisons. Selon quelques-uns, il ne s'agirait de rien moins que de la formation, sur une portion du territoire franco-algérien et dans le voisinage de Tunis, d'un royaume arabe dont le